

Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers de la Moselle

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 17 novembre 2024

Intervention – Arsène Schmitt

Mesdames, Messieurs, Monsieur le maire, chers amis, chers camarades

C'est avec une grande joie que je vous salue tous chaleureusement et vous remercie de tout cœur d'être venus aussi massivement au grand rendez-vous annuel des travailleurs frontaliers. Votre présence massive, comme chaque année, témoigne de l'intérêt que vous portez à votre organisation et de votre détermination à défendre vos droits. Croyez-moi cette solidarité active de votre part a toujours été pour nous dirigeants bénévoles, vitale dans nos actions contre toutes les discriminations frappant les travailleurs et retraités frontaliers, et contre toutes remises en cause de nos conquêtes ouvrières.

Oui, l'Assemblée générale est un rendez-vous majeur dans la vie de notre organisation, c'est la 46^{ème}. Nous disons aujourd'hui avec force :

Non aux discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers ! Non au travail jusqu'au tombeau, dicté par Bruxelles ! Non à la casse sociale ! Non à la guerre !

Chers Amis, le panneau sur le pupitre signale : « Résister, c'est dire et défendre inlassablement le vrai et le juste. »

Eh bien, dans mon discours, je vais de nouveau redire des passages que j'ai clamés dans mon intervention l'année dernière, oui résister c'est dire inlassablement le vrai et le juste. La situation sociale ne cesse de s'empirer à tous les niveaux et nous sommes au bord d'une 3^e guerre mondiale.

La guerre dans le monde entier va de pair avec la guerre sociale contre les travailleurs et leurs acquis. Karl Libknecht, homme politique socialiste et communiste assassiné en 1919 par les militaires sous les ordres de Noske, dirigeant du SPD, a dit : « *l'ennemi est dans notre propre pays.* »

La révolte gronde. La pauvreté explose et fait des ravages dans les familles.

Et ça va s'amplifier étant donné que maintenant la commission européenne est à la manœuvre en tant que premier ministre de la France par l'intermédiaire du super-eurocrate Barnier, ancien commissaire européen, l'ardent défenseur de cette UE de malheur qui ne génère que misère et GUERRE. Oui les « premiers seront les Barnier ». Nous avons assisté à un hold-up de la démocratie de la part de ces tristes individus, ces hypocrites qui ne cessent de clamer les valeurs démocratiques. Comme en 2005,

rappelez-vous comment cette caste a violé le vote souverain de 55% des Français qui ont dit non au traité constitutionnel, et les députés félons, socialistes et la droite l'ont fait passer à l'Assemblée nationale. Oui Hollande et Sarkozy s'étaient assis sur le NON français. Ce fut un coup d'état institutionnel ! Et ces gens-là osent nous parler de leurs valeurs démocratiques !! Mais c'est pire que dans une république bananière.

Chers amis, le 10 décembre 1977, les travailleurs frontaliers se sont donné les moyens de se défendre, de prendre en main leurs problèmes. Oui, nous étions 5 militants ouvriers au départ et l'organisation compte aujourd'hui un effectif de près 13.000 membres, ce qui signifie que du bon boulot a été fait. Et d'année en année le Comité de Direction a été conforté dans les orientations prises en 1977 et a toujours été encouragé par l'Assemblée Générale Annuelle d'œuvrer dans cette voie, à savoir :

1. Rassembler les travailleurs frontaliers dans une organisation spécifique afin qu'ils ne soient pas une masse anonyme et inorganisée ;
2. Informer les travailleurs frontaliers sur leurs droits ;
3. Défendre leurs intérêts et agir auprès des autorités nationales, internationales pour faire aboutir leurs légitimes revendications ;
4. Faire corps avec le monde du travail et manifester notre solidarité avec les syndicats allemands et français, et s'engager avec toutes les forces progressistes qui luttent concrètement pour la justice sociale, la liberté, la Paix et contre le Racisme.

Petit rappel des grandes revendications satisfaites.

- Réintégration dans le régime local de la sécurité sociale en 1982 ;
- Annulation de centaines de procès-verbaux infligés, par les douaniers, aux travailleurs frontaliers qui détenaient un compte en Allemagne. (Les anciens se rappelleront la chasse aux comptes bancaires dans les années 81 et 82. A cette époque on nous assimilait à des exportateurs de capitaux.
- Indemnisation du chômage en fonction du salaire réel depuis 1987.
- Prise en charge immédiate par la sécurité sociale des chômeurs sans attendre la notification de l'Assedic ;
- Extension de la zone frontalière en 1990 qui comprend maintenant les 3 départements, Bas-Rhin, Haut-Rhin et la Moselle ;
- Droit à la carte vitale;
- Amélioration de la situation fiscale pour les travailleurs frontaliers, hors zone, imposés en Allemagne depuis 1996 ;
- La retraite complémentaire n'est plus minorée de 22% depuis janvier 2000
- Prise en compte de la pension d'invalidité française pour le calcul de la retraite française ;

- Versement des indemnités journalières de maladie aux chômeurs par la CPAM en cas d'épuisement du versement de celles-ci par la Caisse allemande ;
- Réintégration des frontaliers retraités en janvier 2002 dans le régime local de la Sécurité Sociale. Ils ont été éjectés en 1998.
- Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse du conjoint qui n'exerçant pas d'activité professionnelle.
- Versement des indemnités de maladie par les caisses allemandes aux actifs frontaliers qui touchent en même temps la retraite française. Un combat de huit ans devant les tribunaux ;
- Prise en charge par l'*Arbeitsamt*, des travailleurs frontaliers en arrêt maladie et toujours sous contrat de travail, après épuisement du versement des 18 mois d'indemnités journalières de maladie ;
- Abrogation de l'imposition des retraites allemandes en Allemagne en 2015 ;
- Concernant le télétravail, après de multiples interventions et la coopération de la TASK FORCE, il y a eu une extension du travail à domicile à 50% en maintenant la législation sociale applicable du pays d'emploi ;
- La grande victoire en 2000 sur la CSG et la CRDS fait date dans les annales du Comité. Oui, cet immense succès, a été arraché après 10 années de lutte auprès des autorités nationales et la Commission européenne. Cette victoire représente + 8% sur les salaires bruts mensuels. Grâce à notre combat avec l'appui de la CGT et notre avocat Ralph Blindauer. Oui, Ralph avait fait un mémoire magistral sur le dossier qui a fait massue auprès des autorités européennes. Oui sans cette grande bataille, les travailleurs frontaliers se feraient plumer par le fisc depuis 1992. Par ex. un frontalier qui a 25 ans de travail en Allemagne avec un salaire de 2.500 euros. 8% sur le brut représente 200 euros x 12 = 2400 euros et x 25 = 60.000 euros. Il faut toujours rappeler ces grands acquis à celles et ceux qui disent : « je n'ai pas encore eu besoin des services du Comité des Frontaliers. »

Vous conviendrez, chers amis, que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique.

Sans le Comité de Défense, sans la solidarité de ses membres qui au fil des années lui ont donné sa force, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce. **Oui rien ne nous a été donné ! Rien n'est tombé du ciel.**

Je tiens aussi ce matin à remercier mes camarades du Comité de direction, notre personnel pour leur engagement et les délégués qui tiennent les permanences tout le long de la frontière de Bitche à Bouzonville. Mon camarade Hubert en touchera un petit mot tout à l'heure.

Chers amis, de nombreux problèmes restent encore en suspens :

Avant de les énumérer, il faut rappeler la grande victoire que nous avons obtenue contre cette scandaleuse double imposition à laquelle était confrontée les travailleurs frontaliers.

Depuis 2017, nous menions une bataille sans relâche contre cette insupportable double imposition du chômage partiel auprès des autorités allemandes et françaises qui frappaient des milliers de travailleurs frontaliers.

Nous ne cessons de harceler les autorités allemandes afin qu'elles respectent la convention fiscale franco-allemande et ne déduisent plus un impôt fictif pour le calcul de cette allocation.

En effet, l'article 13, alinéa 8 de l'avenant du 31 mars 2015 de la convention fiscale franco-allemande ne présente aucune ambiguïté, il stipule que les indemnités de chômage partiel sont exclusivement imposables en France comme d'ailleurs, les indemnités de maladie, d'insolvabilité et les allocations parentales d'éducation.

L'Allemagne voulait absolument garder la maîtrise fiscale de ces prestations afin que la France leur redonne la souveraineté fiscale en la matière.

Nous avons interpellé nos parlementaires, la Commission franco-allemande à l'Assemblée nationale, la Arbeitskammer, le DGB, le Conseil parlementaire interrégional, la IG Metall, la Task Force, le Landtag. Tenus de multiples réunions avec eux.

Nous croulions littéralement sous les dossiers. Nous avons déposé, par l'intermédiaire de notre avocat Eric Schulien 1200 plaintes devant le *Sozialgericht* et autant de réclamations à la *Agentur für Arbeit*.

Trois jugements ont été rendus par le *Bundessozialgericht* le 3 novembre 2021, par le *Sozialgericht* de Sarrebruck le 17 février 2022 et de nouveau le *Bundessozialgericht* de Kassel le 22 septembre, qui stipulent clairement que pour le calcul du KUG et des indemnités de maladie aucun impôt fictif ne doit être déduit.

Et en dernier, suite à notre plainte à la Commission européenne, qui a été acceptée, Berlin a enfin mis en application les jugements.

Il est quand même extraordinaire que nous ayons dû engager un combat de longue haleine, déployer une énergie considérable pour faire respecter l'article 13, alinéa 8 de la convention fiscale franco-allemande. Oui honteux !

Mais nous pouvons être fiers de ce combat sans relâche, nous avons frappé un grand coup obligeant le gouvernement allemand à changer la réglementation alors que tout le monde nous donnait perdant sur ce dossier. Seul soutien dès le départ, c'était les juristes de la TASK FORCE frontaliers de Sarrebruck.

D'autres organisations ont pris le train en marche seulement à partir de la mise en demeure de la Commission européenne.

D'après nos calculs, notre organisation a récupéré la somme de 1.200.000 euros pour nos membres qui avaient déposé un dossier chez nous.

Les dossiers encore en suspens sont les suivants.

Extension du régime local aux enfants étudiants ayant droit jusqu'à leur 24^e anniversaire. Il y a un décret à ce sujet du Régime local et là aussi les travailleurs frontaliers en sont exclus. Mais nous ne les lâcherons pas.

Le problème des cures en France n'est toujours pas réglé. Les Caisses allemandes refusent de payer l'avance sur salaire si la cure est faite en France.

Prime de rentrée scolaire. Nous demandons qu'elle soit versée au mois d'août et non au mois d'octobre voire janvier pour certains.

L'allocation différentielle. Nous revendiquons qu'elle soit versée mensuellement et non tous les trimestres. Selon nous les moyens techniques permettent le versement mensuel. Des actions sont en cours.

L'Allocations enfant handicapé ne doit pas être prise en compte dans l'allocations différentielle ;

Pflegeversicherung. Nous ne cessons de relancer le dossier, à ce sujet l'égalité de traitement n'est pas respectée. A cotisations identiques, prestations identiques.

La discrimination fiscale à l'égard des salariés intérimaires « frontaliers » n'est toujours pas réglée. Ils doivent aussi bénéficier du statut fiscal : imposition au pays de résidence. Ils sont lourdement imposés en Allemagne et ne récupère l'impôts versé à tort l'année suivante après avoir apporté la preuve qu'ils étaient en zone frontalière toute l'année.

Le dossier CSG-CRDS sur les retraites allemandes

Après la fin de l'imposition des retraites en Allemagne, l'administration fiscale française nous applique la CSG-CRDS sur la retraite allemande depuis 2016.

Nous considérons cette imposition comme illégale qui porte atteinte aux Règlements communautaires, et nous luttons pour son abrogation.

Une avancée dans ce dossier

Par un arrêt du Conseil d'Etat du 24 juillet 2019 (n°416662), il a été jugé que lorsque le montant des pensions reçues de France par les poly-pensionnés est inférieur à celui des prélèvements au titre de la CSG, CRDS et de la CASA, les poly-pensionnés sont déchargés de leur paiement pour le montant excédant celui des pensions françaises et se voient donc remboursés de la différence.

La lutte continue avec le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers du Haut-Rhin qui est le fer de lance dans cette bataille, avec l'avocat Maître Schaefer. Nous avons perdu devant toutes les instances juridiques jusqu'au Conseil d'État qui a refusé de poser la question préjudicielle à la Cour de Justice européenne. Notre combat continue auprès de la commission de pétition du Parlement européen. Il faut absolument que nous arrivions à la Cour de Justice européenne.

En 2008, nous avons obtenu que pour le calcul de la retraite française des TF, qu'il soit tenu compte d'une période de référence réduite, cad la prise en compte des

meilleures années. Dorénavant dans le cadre d'une nouvelle réglementation la Lura (liquidation unique des régimes alignés), le calcul de la retraite française n'élimine plus les mauvaises années de la carrière française. Nous contestons cette mesure qui selon nous, est une entrave à libre circulation par l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'UE.

Dossier de la majoration exceptionnelle des petites retraites à partir de septembre 2023.

Pour en bénéficier, il faut remplir certaines conditions, notamment 120 trimestres de cotisations, tous régimes confondus. Cette majoration est refusée aux frontaliers retraités au motif qu'ils ne rempliraient pas les conditions. Nous en estimons que oui. Affaire à suivre.

Non reconnaissance des taux d'invalidité

Et toujours cette injustice concernant la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne.

Nous avons de nouveau lancé une grande opération de sensibilisation auprès des ministères allemands, français, Commission européenne, auprès des parlementaires afin qu'une fois pour toute cette situation dramatique pour les travailleurs concernés et leur famille, soit réglée.

C'est un scandale de voir qu'aujourd'hui des travailleurs frontaliers, reconnus invalides par la France et non par l'Allemagne, qui se retrouvent dans la misère.

Ils perçoivent, en effet, seulement une pension d'invalidité française uniquement calculée en fonction des années travaillées en France. Si cette période s'avère courte, 5 ou 10 ans, il devient impossible à la famille concernée de subvenir à ses besoins. Il y a des ex-travailleurs frontaliers qui n'ont comme seule ressource que leur pension d'invalidité française d'une centaine d'euros par mois.

Il est quand même scandaleux de constater que lorsque d'éminents professeurs français affirment que le travailleur frontalier n'est plus capable d'exercer une quelconque activité professionnelle, que dans la foulée, leurs homologues allemands prétendent le contraire. Les conclusions des rapports des médecins conseil allemands sont consternantes, et stipulent: *« la personne n'a plus le droit de travailler à des machines, elle n'a plus le droit de faire un travail stressant, elle n'a plus le droit de monter les échelles, elle n'a plus le droit de monter les échafaudages, elle n'a plus le droit de se courber, elle n'a plus le droit de porter de charges lourdes, plus le droit de travailler dans la poussière, le bruit, plus le droit de faire du travail posté, mais la personne peut encore exercer un travail léger comme, par exemple, portier ou caissier à une station d'essence »*. Ces commentaires sont d'une indécence sans pareille qui bafouent la dignité humaine.

C'est une honte de voir des travailleurs frontaliers ayant trimé pendant 35 ans, se retrouver handicapés et malades avec une pension française de 100 euros.

C'est un problème politique et nous demandons qu'un accord bilatéral soit conclu entre la France et l'Allemagne, qui stipulerait que si des médecins d'un État reconnaissent invalide un travailleur que celui-ci soit reconnu invalide, sans tergiversations, par l'autre État. Mais il n'y a aucune volonté politique entre la France et l'Allemagne de régler ce problème.

Imaginez un travailleur qui a fait usage de la mobilité (toujours tellement mis en avant par nos gouvernants, nos eurocrates), qui a travaillé au Luxembourg, en Allemagne, en France, en Suisse en Italie qui tombe malade, se trouve dans l'incapacité de travailler. Devrait-il répondre à tous les critères de chacun de ces pays où il a travaillé pour toucher sa pension d'invalidité ? Ce serait le parcours du combattant. Non ! Si un Etat le met en invalidité les autres devraient automatiquement suivre.

Nous ne devrions pas entendre ce type de commentaire prononcé par un médecin conseil allemand, lors d'un séminaire à Kirkel qui nous a dit textuellement : « *So lange wie de Greifbarkeit noch funktioniert kann man immer noch arbeiten* » (tant que la fonctionnalité d'un membre marche on peut toujours encore effectuer un certain travail)

Il est inadmissible que dans une démocratie l'épreuve de l'exclusion sociale s'ajoute à l'épreuve de la maladie. C'est une honte !

A ce sujet, nous aurons un entretien le 26 novembre avec Bettina Altesleben secrétaire d'État au ministère des affaires sociales de la Sarre. Le rdv a été organisé par notre camarade Markus Andler de la IG Metall Völklingen et nous l'en remercions.

Chers Amis, les travailleurs frontaliers font partie intégrante du monde du travail. Nous vivons les mêmes préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de précarité, de flexibilité comme nos camarades allemands. Nous avons toujours appelé les travailleurs frontaliers à se syndiquer sur le lieu de travail et ainsi s'engager pour défendre leurs intérêts de travailleurs, défendre leurs droits et acquis qui sont attaqués, voire détruits par tous les gouvernements maastrichtiens en France et en Allemagne, de droite comme de gauche.

Oui, notre lutte pour la satisfaction de nos problèmes spécifiques frontaliers est indissociable avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos droits et acquis arrachés par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Durant ces 47 ans, nous menons en parallèle cette lutte pour la défense de nos conquêtes ouvrières : la Sécu, nos statuts, nos retraites, services publics, contre les délocalisations, pour la paix. Oui toutes nos conquêtes sociales sont méthodiquement détruits au nom de cette UE de malheur.

Oui, je n'arrêterai pas de rappeler les dires des fossoyeurs de nos conquêtes ouvrières, les porte-paroles de cette UE de malheur comme Mario Draghi, ex président de la Banque centrale européenne, l'homme de Goldman Sachs qui a dit haut et fort le 24

février 2012 lors d'une interview au Wall Street journal : « *le modèle social européen est mort, et il n'y a pas d'échappatoire possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très dures pour sauver l'euro.* »

Et l'ex-président de la Commission européenne, Manuel Barosso, ancien maoïste, également une pointure de Goldman Sachs a dit avec un grand sourire, lors d'une interview au Figaro le 25 mars 2006) : « *Tout le monde sait qu'on devra vivre avec moins de garanties et de bonheur que les générations précédentes* ».

Et le titubant, vacillant Jean-Claude Junker, ex-président de la commission européenne et ex-premier ministre du Luxembourg, le roi de l'évasion fiscale : « il ne peut y avoir de choix démocratique en dehors des traités européens – La politique n'est pas en charge du bonheur du peuple. »

Ce sont ceux-là et tous les gouvernements maastrichtiens de droite comme de gauche, les serviteurs du grand capital qui nous ont promis le paradis en 1992 : « avec le traité de Maastricht un grand marché de 450 millions d'habitants va s'ouvrir qui nous apportera : prospérité, plein emploi, justice sociale, la paix. » Une vaste fumisterie.

Oui aujourd'hui, cette UE de malheur mène une guerre contre nos acquis sociaux et en tant que domestique servile des Américains, elle alimente à outrance la guerre en Ukraine et au moyen-orient.

Toutes nos conquêtes ouvrières que nous avons mises plus de 150 ans à conquérir doivent être liquidées. Nous vivons un recul de civilisation. Et ceci, conformément aux traités dictatoriaux de l'Union européenne. Oui, les Grandes Orientations de Politiques Économiques (le semestre européen) sont fixées par la Commission européenne aux Etats membres de l'UE. La feuille de route est donnée concernant la liquidation de nos droits sociaux que les gouvernements doivent appliquer. Ceci en échange des fonds européens. Oui, les Etats européens auront des fonds européens, comme Christine Lagarde, présidente de la BCE, l'a signalé, à condition qu'ils engagent des réformes sociales qui signifient dans le langage maastrichtien : destruction de nos systèmes de retraite, l'assurance chômage, la Sécu, nos services publics...

Chers Amis, je ne cesserai de le clamer, cette UE a été créée par et pour les capitalistes. Comme l'a dit si bien un syndicaliste grec : l'UE c'est l'union des loups capitalistes. Oui le grand patronat et les gouvernements à leurs bottes, n'ont jamais digéré ce que le mouvement ouvrier leur a arraché.

Et les traités dictatoriaux de Rome à Maastricht dont le cœur est la « concurrence libre et non faussée », leur permettent de prendre leur revanche en mettant en concurrence les travailleurs et les peuples, au nom de la compétitivité, et démolir ainsi toutes nos conquêtes ouvrières.

La sécurité sociale : Partout les urgences des hôpitaux ferment. Les malades sont alignés pendant 24 h à 34 heures sur les brancards et meurent. Ils sont stockés dans les

ambulances sur les parkings. A Langres, ils croupissent dans les garages de l'hôpital au milieu des bidons. Une ignominie ! Mais les Macron, Sarkozy, Hollande et l'opulent Larcher, les responsables de ce scandale, eux ne croupiront pas durant 30 h sur les brancards.

Les Français seraient dans le bon droit d'attaquer le gouvernement pour « non-assistance à peuple en danger. »

Il y a une rupture dans la chaîne des soins. Le personnel soignant est à bout de souffle. On se croirait dans un pays sous-développé. Nous soutenons totalement la mobilisation du personnel des hôpitaux de Sarreguemines qui clame : la santé de la population est en danger, nous ne sommes pas les serpillères de la République. Au sujet, du délabrement de nos hôpitaux, 112.000 lits ont été supprimés en 20 ans, dont sont responsables les gouvernements maastrichtiens successifs de toutes couleurs politiques. Le Macron, le Chicago-boy formé dans le sérail du système bancaire US, en a supprimé 30.000 durant son quinquennat, Sarkozy : 38.000 et Hollande : 15.000. Et maintenant, c'est la chasse aux arrêts maladie au lieu de la chasse à l'évasion fiscale (80 à 100 milliards par an) et le plus 1 euro sur la boîte de médicament et les actes médicaux, déremboursement des soins dentaires. La baisse du taux de remboursement de 70% à 60%. Alors que 2,5 millions de personnes n'ont pas de complémentaires qui vont bien sûr augmenter. Cette baisse va impacter notre régime local. Une honte ! Des millions de personnes ne se soigneront plus correctement par manque de moyens.

En Allemagne, entre 2000 et 2020, six cents hôpitaux ont été fermés. Et la commission européenne toujours à l'œuvre, a fait de 2011 à 2019 soixante-deux sommations exigeant des pays de l'Union, la suppression de milliers de lits d'hôpitaux et la baisse des dépenses de santé.

Oui c'est la démolition méthodique de nos acquis sociaux au nom des directives européennes. Ces directives ont rétabli le travail de nuit pour les femmes dans l'industrie. En 2016, la loi El Khomri, dictée par Bruxelles a détruit 1.500 pages du Code du Travail et rasé des chapitres entiers des Conventions Collectives Nationales.

Il faut savoir que les réformes du marché du travail par le « socialiste » Schröder mettant en place les mesures Hartz IV avait eu les fortes félicitations de la Commission européenne, « ainsi l'Europe va dans le bon sens » avait dit J-C Junker.

Il y a aussi la brutale réforme de l'assurance chômage imposée par Bruxelles qui frappe durement les chômeurs dont les allocations et la durée d'indemnisation sont réduites. Et la nouvelle mouture qui vient d'être signée cette semaine entre les partenaires sociaux qui prétend réduire les allocations des frontaliers est illégale en

vertu des règlements communautaire. Nous attendons l'information complète et vous serez informés. Là aussi nous devons de nouveau monter sur les barricades.

Les statuts doivent être liquidés. Comme l'a dit si bien Macron : « il faut en finir avec une société des statuts. »

Attaques contre les services publics

Tous nos services publics sont démantelés, toujours au nom de cette Europe de malheur, tout doit être privatisé : SNCF, fermeture des trésoreries ; un à un les bureaux de postes ferment et sont délocalisés chez l'épicier et les barrages hydrauliques sont dans le collimateur de la Commission.

Et l'explosion des tarifs du gaz et de l'électricité : un scandale ! Une agression intolérable contre le peuple. **Et ils ont le culot d'appeler à la responsabilisation et faire des efforts. Mais bon sang de bon sang, qui est responsable de ce scandale énergétique !!** C'est justement leur politique de privatisation et toujours sur ordre de l'UE qui est responsable de cette situation catastrophique. Politique destructrice de l'intérêt national, menée par tous les gouvernements maastrichtiens de droite comme de gauche.

En 2000, la trahison du gouvernement de Lionel Jospin qui a organisé ce qui a été appelé « la transposition de gauche » des directives européennes de privatisation du gaz et de l'électricité. Par ailleurs, suite à son accord avec les Verts de Dominique Voynet, donc à des fins électorales, Jospin arrêta Superphénix qui nous aurait produit pendant 3000 ans de l'électricité en utilisant les déchets nucléaires comme le dit Henri de Proglio ancien PDG d'EDF. Et c'est ce gouvernement de « gauche » qui a privatisé deux fois plus que la droite.

C'est dans le cadre de la loi NOME (nouvelle organisation du marché de l'électricité) promulguée en 2010, conçue dans le contexte de mise en application du droit européen relatif à la concurrence, **Bruxelles impose ainsi à EDF de vendre à perte du courant à ses concurrents privés dont la création avait été imposée pour casser le monopole public. On marche sur la tête, EDF doit céder à un prix dérisoire de 42 euros le mégawattheure, 1/3 de sa production aux concurrents privés qui ont été créés artificiellement, à ces parasites qui ne produisent rien, ne distribuent rien et ne transportent rien.**

Et toute cette politique est menée par nos incapables à la tête de l'Etat, ceci pour obéir à l'UE. Comme l'ont dit tous les anciens PDG d'EDF, l'Allemagne n'accepte pas que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? L'obsession allemande depuis 30 ans, c'est la désintégration d'EDF. Et elle a réussi. (On parle toujours du couple franco-allemand, mais c'est un couple sado-maso, c'est

l'Allemagne qui tient le fouet !). On est dans un mode de fou. Il faut lire le livre de Henri Proglio : « *l'étrange débâcle – comment la France a perdu sa souveraineté énergétique.* »

Oui, c'est de la haute trahison nationale de nos gouvernements maastrichtiens successifs.

Nous sommes là en face à une escroquerie. Oui, on marche sur la tête !

Et cerise sur le gâteau, nous avons payé le coût faramineux du bouclier tarifaire sur l'électricité qui s'est élevé à 48 milliards d'euros, **un coût totalement inutile, qui n'aurait pas eu lieu d'être. 48 milliards jetés dans la Seine ?** Donc l'État a subventionné un surcoût qui est lié uniquement à la méthode de calcul du marché. Maintenant, ils sont en train de gratter les fonds de tiroirs. Eh bien que nos illustres politiques ces incompetents, ces ignares, Jospin, Sarkozy, Hollande, Macron, responsables de ce scandale d'État passent à la caisse. Au contraire, tous les anciens premiers ministres et présidents sont gavés par les fonds publics à longueur d'années.

Sur ce scandale énergétique, nos parlementaires devraient monter sur les barricades et exiger la sortie de ce prix européen indexé sur le gaz allemand. Et ainsi notre facture d'électricité sera divisée par 5. **Oui on marche sur la tête.** Il faut revenir au coût national de notre électricité. Le gaz et l'électricité sont des services vitaux pour la population. Ils doivent être renationalisés et les monopoles de service public rétablis. Et tous ces hypocrites maastrichtiens nous disent : « grâce à l'Europe, le peuple est protégé... » Une honte ! Oui, chers amis, il ne faut cesser de dénoncer ce scandale, cette trahison nationale.

Et le dictateur de l'Elysée qui a vendu nos fleurons industriels à l'étranger, vente à la découpe des services publics et des fleurons technologiques et industriels :

Alstom et j'en passe, oui la destruction de notre industrie qui représente encore 9% du PIB en 2023 contre 24% avant l'euro en 2001. Alors que la souveraineté et l'indépendance nationale d'un pays c'est sa puissance industrielle stratégique. Leur folie d'interdire la voiture thermique d'ici 2035. Leur fameux pacte européen, une folie qui va coûter mille milliards d'euros pour réduire les émissions de 55% d'ici 2030. Et pour réduire la température, vous savez de combien ? deux millièmes de degré. C'est ce que disent d'éminents physiciens comme François Gervais qui sont interdits dans les médias. Oui 11 millions d'emplois sont en danger en Europe par leur politique désastreuse, par leur folie climatique. Les constructeurs automobiles, comme Volkswagen veut fermer 3 usines en Allemagne et supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Ils utilisent le passage à la mobilité électrique pour licencier des centaines de milliers de personnes et accroître les dividendes de leurs actionnaires.

Et ne parlons pas de l'imposture des éoliennes (lisez le livre de Fabien Bouglé « Éoliennes, la face noire de la transition écologique et vous serez servi ». Et bien sûr, le scandale d'Etat de Sanofi qui vend sa filiale Opella qui fabrique le Doliprane à un fonds d'investissement américain. Une honte ! Oui trahison de tous les gouvernements maastrichtiens envers l'intérêt national.

Maintenant nos incapables claironnent la France vit au-dessus de ses moyens !

Alors qu'il y a 13 millions de pauvres, 2.000 enfants sont dans la rue, des millions de précaires, des milliers de famille dorment dans leur voiture, 1/3 des Français se privent de nourriture, 1 sur 3 saute un repas, les demandes d'aide alimentaire au Secours populaire français, explosent, des étudiants qui sont au bord du suicide, deux agriculteurs se suicident par jour, les Français qui n'arrivent plus à se chauffer, à faire le plein d'essence, le 15 du mois le portemonnaie est vide, les urgences qui ferment, des milliers de lits d'hôpitaux supprimés, on meurt sur les brancards, des nourrissons sont intubés dans les couloirs par manque de lits, les écoles ferment, manque de professeurs, manque de médecin, manque de médicaments, manque de pédiatres, baisse du pouvoir d'achat, l'inflation, et j'en passe... **Et en même temps, les profits des grandes entreprises et leurs dividendes atteignent des sommets.**

Sous le règne du néolibéralisme cher à Macron, la fortune des 500 familles françaises les plus riches a été multipliée par dix de 2003 à 2023 ! Le montant total des 500 grandes fortunes s'élevait à 600 milliards d'euros à l'arrivée du sieur 49.3 au pouvoir en 2017. Il se situe à 1.200 milliards en 2023. Les géants du CAC 40 ont dégagé près de 150 milliards de profits en 2023. Et les PDG de ces requins de la finance se gavent. En témoignent les 36,5 millions d'euros perçus par Carlos Tavares l'an dernier, soit la bagatelle de 100.000 euros par jour.

Et nous les engraissons encore chaque année de 200 milliards dans le cadre du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, sans qu'ils aient des comptes à rendre. Et ils ferment à tour de bras les usines dans le seul but d'engraisser davantage les actionnaires, les dividendes explosent. Michelin a triplé ses dividendes en trois ans. Une honte !

Bien sûr en Allemagne, c'est la même explosion des profits et des dividendes.

Oui, « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. » disait Victor Hugo.

Et bien entendu, il y a encore des privilégiés à tondre, mais pas les Arnaud, Bébéar, les Haberer, les Bouyges, Bolloré, les Pinault, les Rotschild, les Lagardère, les Bettemcourt, les Tavares et cie, non ce sont les retraités qui sont priés de passer à la caisse. Une honte ! Alors que 2 millions de retraités sont sous le seuil de la pauvreté. La moyenne des retraites est de 1200 euros. Oui il faut trouver 110 milliards d'ici à 2027

pour revenir dans les clous du sacré saint traité dictatorial de Maastricht. Et au même temps ils n'arrêtent pas d'envoyer des milliards aux nazis de Kiev et de programmer 413 milliards dans le budget de guerre d'ici 2030. En Allemagne aussi le budget 2025 est un budget pour la guerre. D'après les critères de l'OTAN 89 milliards d'euros sont destinés pour la guerre et dans le même temps des coupes à la tronçonneuse dans les budgets sociaux.

Et vive l'Europe des délocalisations, cette Europe censée nous protéger, et il faut encore plus d'Europe disent-ils, von der l' « hyène » et consorts... !

Oui les scandaleuses délocalisations d'entreprises dans les pays à faible coûts de main-d'œuvre. Délocalisations encouragées par l'UE.

Comme l'a si bien dit Dana Hübner, commissaire européenne en 2006 : "Nous ne devons pas freiner les délocalisations, mais les encourager. *« L'industrie européenne est engagée dans un processus de changement structurel qui est bénéfique (...), c'est une conséquence normale du progrès économique et donc d'une évolution qui devrait être encouragée et facilitée »*. Les milliers de travailleurs : Ford, ZF, Michelin, Tadano qui vont être jetés comme des malpropres, qui ont fait tous les sacrifices pour maintenir leur outil de production, ils apprécient actuellement ce progrès économique de l'UE, tant clamé par ces commissaires européens qui se pavanent et se gavent dans leur salon doré à Bruxelles. Ceux-ci se moque éperdument des conséquences dramatiques des travailleurs et leurs familles. La Sarre est en train de vivre un carnage industriel sans précédent. Nous en sommes révoltés. Jusqu'à quand la classe ouvrière va-t-elle accepter cette compétition capitaliste, la destruction de leur outil de travail, de tout ce qui appartient au bien commun. **Ça ne peut plus durer ! Ça suffit !** Les drames sociaux vont continuer s'il n'y a pas de rupture avec le système capitaliste et les traités pourris de l'UE. **Tel doit être le mot d'ordre aujourd'hui des directions syndicales et qui doivent préparer la grève générale.** Si la Confédération européenne des syndicats était une confédération syndicale de classe, on aurait pu imaginer que celle-ci, par exemple, appelle toutes les entreprises FORD, Michelin en Europe à la grève générale, oui tous en même temps avec le mot d'ordre : **« aucune délocalisation ! »** En deux jours, avec ce puissant rapport de force : victoire pour les travailleurs. Je reviendrai sur cette CES.

Nous partageons entièrement la position d'Oscar Lafontaine qui avait clamé lors du fiasco de Halberg. *« Quiconque détruit délibérément les emplois de 1 500 employés, c'est-à-dire exproprie les employés, doit être exproprié lui-même »*.

Chers amis, je peux multiplier les exemples, et toujours les directives européennes sont aux manettes qui exigent l'allongement du temps de travail.

Là aussi, la Commission européenne exige l'allongement de la durée du temps de travail

Et Macron, le valet du groupe Bildenbergh, le caniche de McKinsey et Black Rock, le sous-préfet de la von der Leyen, a fait passer cette contre-réforme, malgré une mobilisation sans précédent depuis 1968, malgré l'unité intersyndicale contre la retraite à 64 ans. Le dictateur a imposé cette contre-réforme en ayant recours à tous les mécanismes anti-démocratiques de la Ve République (le 49.3 et les autres). Oui, contre la volonté du peuple et de l'Assemblée nationale. C'est sidérant !

Ce qui est regrettable, c'est que les directions syndicales n'ont jamais appelé à la grève générale. Les manifestations saute-moutons ne pouvaient que conduire à l'échec. Oui les moutons ont suivi le « Berger de la CFDT » qui a dit il faut savoir arrêter la grève. Avec un blocage général de 2-3 jours cette réforme anti-sociale aurait atterri dans la poubelle. Ce qui est désolant c'est que les directions syndicales et les partis se réclamant de la CO ont honoré les invitations au sommet de l'Etat et remis en selle le sieur 49.3. Ils auraient dû les boycotter, comme ils l'avaient promis de ne pas se rendre à l'Elysée, ni à Matignon, tant que cette maudite loi ne serait pas abrogée. Pour moi c'est une gifle et une trahison aux millions de travailleurs qui durant 4 mois battaient le pavé.

Oui la politique européenne exige de travailler jusqu'au tombeau. Oui au nom de ses valeurs ! Une honte !

Je n'invente rien, l'ancien président du SPD Sigmar Gabriel, Siegfried Russwurm, président de la fédération allemande de l'industrie et Stefan Wolf, président de la fédération de la métallurgie revendiquent de porter la retraite à 70 ans et le retour à la semaine de 42 h. C'est un affront à la classe ouvrière. Ces gens-là, ces politiciens clament que le départ en retraite doit être en concordance avec l'espérance de vie. Donc la retraite à 80 ans pour les hommes et 85 pour les femmes. Mais il va jusqu'où ce délire de ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une usine.

Une honte d'entendre des propos pareils par cette caste au service du capital financier. !

Oui, travailler, jusqu'à la mort, jusqu'au tombeau ! C'est ça leur trajectoire de « civilisation » souligné dans le préambule du traité de Lisbonne.

Oui, chers Amis, l'UE est fondée sur les traités qui font obligation de privatiser et détruire tous nos acquis sociaux.

Les fondements de l'Europe ? Il faut savoir que les Américains étaient à l'initiative de cette Europe capitaliste (de nombreux documents historiques en font état) avec leurs petits valets nommés les pères de l'Europe : Schuman le « vénérable » (son parcours de Pétain à la CIA, condamné pour indignité nationale !!!) et son fameux discours en 1950 rédigé par les Américains et son compère Jean Monnet, négociant du cognac, traité par De Gaulle le « petit financier, à la solde des Américains ». Monnet qui disait au conseiller de Roosevelt en 1943 que De Gaulle est un ennemi de la construction

européenne, qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français, des Alliés et de la paix. Il faut savoir que le premier président de la commission européenne fut un nazi : Walter Hallstein, « rééduqué » par la suite par les Américains. La construction européenne naît donc d'un curieux mélange de « pères fondateurs européens » proches des Américains d'influence américaine portée par la CIA, d'argent de fondations américaines appartenant à des milliardaires.

Je vous recommande vivement de lire l'ouvrage du journaliste Jean-Loup Izambert : « Bilan noir – l'Union européenne contre la France ».

Voici une déclaration que je ne cesse de rappeler qui résume le désastre sociale et industriel de cette construction européenne, je pourrais en citer une centaine.

En 1999, Hans Tietmeyer l'ancien président de la Bundesbank, ce personnage qui au début des années 1990 qui avait imposé ses vues aux négociateurs du traité de Maastricht avait déclaré sur les conditions sociales de la mise en place de l'euro, je cite : *« L'homme de la rue n'en est pas conscient. Tout le monde ne comprend pas encore de quoi il s'agit. La concurrence entre les systèmes de protection sociale sera plus forte, pas seulement vis-à-vis du monde non européen, mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Il faut de la concurrence entre les systèmes fiscaux, tout comme entre les systèmes de protections sociales nationaux. Il n'y aura pas de retour en arrière, c'est définitif. Les hommes politiques n'ont plus de compte à rendre aux citoyens, mais seulement aux marchés financiers... avec la monnaie unique, nous ne pourrons plus jouer sur le taux de change, la seule variable d'ajustement de l'économie pour être compétitif sera donc l'emploi et l'écrasement des salaires et de la protection sociale. »*

Il faut savoir qu'un rapport du Système européen d'analyse politique et stratégiques prévoit à l'horizon 2030 une augmentation de 45% du chômage en Europe, oui prévoit un risque accru de pauvreté touchant près de 130 millions d'Européens. Et tous ces politiques maastrichtiens osent nous parler des valeurs de cette UE capitaliste dont les institutions sont rongées par la corruption. **Oui la corruption! Pas un mot dans nos « merdias !! »** Le Quatargate, La n° 1 de la Commission, la von der Leyen avec le scandale des contrats des vaccins à 50 milliards, les mails qu'elle ne présente pas qui ont circulé entre elle et Pfizer. A ce sujet, des parlementaires européens ont demandé la transparence en déposant un amendement. Quand l'amendement est passé au vote, tenez-vous bien, les 2/3 du PE a voté contre, **oui ont voté contre la transparence.** Et celles et ceux qui ont voté contre on retrouve : le grand moralisateur du groupe socialiste et va-t'en guerre Raphael Glöcksmann et ses collègues, les macronistes Nathalie Loiseau et Valérie Hayer et j'en passe. Et ces tristes individus nous parlent de valeur et de morale et **vote contre la transparence sur un dossier de 50 milliards d'euros. Mais ce sont des crapules.**

Oui, toutes nos conquêtes ouvrières que nous avons mis plus de 150 ans à conquérir doivent être liquidées.

Comme je l'ai dit à l'instant, jusqu'à quand allons-nous accepter cette volonté destructrice de tout ce qui appartient au bien commun ? Ça ne peut plus durer !

Oui la classe ouvrière est en état de légitime défense ! Et il est grand temps qu'elle remette en mémoire à nos gouvernants cette phrase de l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que fit inscrire Robespierre dans la Constitution de 1793 qui fondait la 1^{ère} république, cette phrase qui cingle toujours au visage les apprentis-tyrans et qui guide toujours les vrais républicains : *« quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection et pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs »*.

Face à cette guerre sociale de destruction impitoyable menée contre la classe ouvrière, les directions syndicales doivent être dans une posture de radicalisation et non d'accompagnement, et préparer la grève générale, en expliquant aux travailleurs que sans briser le pouvoir des milliardaires, des banques et des grands trusts, aucun problème social ne pourra être résolu. Il faut donc exproprier les banques et les grands trusts et les placer sous contrôle démocratique des travailleurs. Oui, rompre avec le système capitaliste et son instrument l'UE ; abrogation des paradis fiscaux, des fonds spéculatifs, abrogation de la spéculation boursière et de l'exportation des capitaux, nationalisation des entreprises stratégiques, interdiction des délocalisations. Oui mettre fin à l'évasion fiscale dans cette belle UE, qui se chiffre chaque année à 1000 milliards d'euros. Un scandale ! oui 1.000 milliards qui sont volés chaque année aux travailleurs par les requins de la finance avec la bénédiction des gouvernements maastrichtiens à leurs bottes. Il faut reprendre l'argent aux voleurs. Comme **la spoliation annuelle du capital au travail qui représente 10% du PIB : 200 milliards annuel. Oui, en 30 ans la rémunération du capital a volé au travail 10% du PIB. Des économistes sérieux ont calculé que ces 200 milliards annuels permettraient le financement de 4 millions de salaires à partir d'un salaire annuel de 40.000 euros, incluant les cotisations sociales.**

Partout la révolte gronde, Il faut absolument la convergence des luttes, « le tous ensemble en même temps ». Ça ne peut plus durer ! Oui pas une roue ne tourne pas une lumière ne brille sans la permission de la classe ouvrière. C'est ce pouvoir qu'il faut mobiliser!

Je déplore que nos directions syndicales françaises comme allemandes, euro-formatées, n'osent pas dire que toutes les attaques contre nos conquêtes sociales sortent des tiroirs de l'Union européenne. En Lorraine, en France et en Navarre, il n'y a que le Comité de Défense des Frontalier d'Audun le Tiche, présidé par mon camarade

Philippe Manenti et notre organisation qui dénoncent cette UE de malheur. Pourquoi ce silence de nos syndicats ? Parce qu'elles inscrivent leurs actions dans le cadre de cette Union européenne du capital qu'elles ne dénoncent pas, et croient toujours à la fable d'une « Europe sociale » **qui est impossible dans le cadre du traité dictatorial de Maastricht, dont le cœur est la concurrence doit être libre et non faussée.**

On ne peut vaincre l'ennemi de classe si on refuse de le nommer complètement. **Il faut dans chaque lutte, nommer l'UE, cet empire du capital, en guerre contre les peuples et caniche des Américains.** Oui, il faut que les syndicats se libèrent de cette mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) créée et financée par l'UE, qui joue parfaitement son rôle de division et de trahison des luttes. Elle est l'appendice de l'UE pour casser le syndicalisme de lutte et laisser les mains libres au grand patronat européen. Elle freine de tout son poids à Bruxelles afin que l'Europe des luttes ne se développe pas. Cette CES qui dit que *la société n'est pas divisée en classe mais en groupes divers entre lesquels il faut chercher une bonne harmonie...* ; qui dit *qu'il faut sauver le capitalisme du capitalisme* ; elle ne condamne pas les scandaleuses délocalisations mais *qu'il faut les rendre acceptables.*

Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, qui est Irlandaise, se félicite qu'en Irlande la retraite est à 67 ans et ceci grâce au dialogue social dit-elle ! Bravo ! Donc grâce au dialogue social, la destruction de nos conquêtes ouvrières passe mieux et la retraite sera fixé à 70 ans.

Je crois rêver, cette CES qui invite à leur Congrès les fossoyeurs de nos conquêtes ouvrières : Ursula von der Leyen, Olaf Scholz et cie. Et ceux-ci ont eu droit à la fin de leur discours à une ovation, toute la salle, les syndicalistes se lèvent en l'honneur de ces tristes personnages qui par leur politique ravagent les droits sociaux partout en Europe et alimentent la guerre. Mais on n'applaudit pas les bouchers des ouvriers !!! Et l'ancien secrétaire général de la CES, Luca Visentini qui a été pris main dans le sac dans l'affaire des valises de billets de banque du Qatar retrouvées au parlement européen, ainsi que la vice-présidente du Parlement européen. Comme je l'ai signalé, la corruption règne en maître au sein du PE et à la Commission. Jean-Izambert dans son livre consacre 28 pages à cette corruption permanente dans les sphères des institutions européennes. Mais pas un mot dans nos médias.

Non ça ne peut plus durer !

Oui, „was ist los mit uns“ Franz Kersjes éminent syndicaliste allemand de la IG Druck und Papier, mon syndicat, a eu ce cri de révolte au congrès du syndicat en l'an 2000. Oui, il s'est exclamé avec colère : « was ist los mit uns ». « *Qu'est-ce qui se passe avec nous ? Pourquoi ne nous rebellons-nous pas contre cette politique d'exploitation, contre ce système capitaliste dominant qui viole les droits de l'homme et ne génère que guerre et misère. Qu'en est-il de notre protestation de notre mission d'information sur*

les dangers qui menacent notre démocratie contre cette société de classes où les uns possèdent une richesse insolente et les autres deviennent de plus en plus pauvres ». Il faut rompre avec ce système pourri» disait-il. Et il fustigeait cette Confédération européenne des syndicats qui accompagne le système capitaliste.

Chers Amis, si la CES était une confédération syndicale de classe, on aurait pu imaginer que celle-ci, par exemple, appelle toutes les entreprises FORD et Michelin en Europe à la grève générale, oui tous en même temps avec le mot d'ordre : « aucune délocalisation ! » En deux jours, avec ce puissant rapport de force, la victoire aurait été acquise pour les travailleurs ! Maintenant on liquide les entreprises et les travailleurs reçoivent des actionnaires, qu'ils n'ont cessé d'engraisser, un petit chèque et le tour est joué. Et barrez-vous ! Une honte ! Oui, jusqu'à quand allons accepter ces massacres sociaux !!!

Chers amis, je ne peux terminer mon intervention sans évoquer les tragédies des guerres qui produisent des destructions, des morts, des blessés, des réfugiés. C'est l'horreur, c'est la barbarie. La paix mondiale est en danger.

Le génocidaire Netanyaou, non content d'avoir fait de Gaza, durant des décennies, un camp de concentration à ciel ouvert, puis, depuis le 8 octobre 2023, un camp d'extermination pur et simple (100 000, 200 000 morts, des milliers d'enfants), Gaza est quasiment rasé, l'irresponsable boucher génocidaire qui dirige Israël est en train de provoquer, crimes de guerre répétés et il continue le carnage au Liban. Les USA et ses toutous Macron et Scholz, feignent de s'irriter mais ils continuent d'envoyer des quantités d'armes à l'écorcheur toujours impuni du Proche-Orient ! Nous assistons à un vrai carnage. La seule Paix réaliste et possible passe par la Justice, c'est-à-dire l'arrêt du siège monstrueux de Gaza, la fin de l'Occupation israélienne, la fin de l'Apartheid et du pouvoir colonial et raciste. Depuis 75 ans, en toute impunité, Israël colonise la Palestine en massacrant les Palestiniens, oui il y en a eu des centaines d'Oradour-sur-Glane organisés par les groupes terroristes de la Hagana, l'Irgoud, Stern dirigés par Izak Shamir, Menahin Begin devenus premiers ministres, oui Israël viole toutes les résolutions de l'ONU sans aucune sanction économique.

Et la tragédie en Ukraine. Cette tragédie aurait pu être évitée. Je ne suis pas pro-Poutine au contraire. Mais il faut tenir compte des faits, rien que les faits.

Pierre De Gaulle, petit-fils du général a dit : « *Les USA sont les déclencheurs de guerre.* » Oui, Il faut le dire haut et fort, ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de cette tragédie.

L'occident, les Etats-Unis, le système capitaliste n'a jamais accepté l'URSS, ni la Russie. Leur but était toujours de dépecer, démanteler ce pays pour mettre la main sur

les richesses du sous-sol. Oui, c'est l'hystérie antirusse. Alors comme le disait le De Gaulle, l'URSS a libéré l'Europe du nazisme, oui au prix de 27 millions de morts.

Et bien entendu, notre « belle » Union européenne (le caniche des USA qui fait tellement état de ses « valeurs », porte une lourde responsabilité dans cette tragédie. Et ces hypocrites ont le culot d'évoquer la violation du droit international qu'eux ne cessent de piétiner : Irak, Libye, Yougoslavie, Palestine, Syrie, Afghanistan, Yemen...des millions de morts !!! Il y a une préhistoire à cette tragédie. Elle n'a pas commencé en février 2022.

Depuis des années les Etats-Unis, l'Otan poussaient à la confrontation, par leur politique d'encerclement militaires aux frontières de la Russie.

De nombreux d'éminents spécialistes en géopolitique font une analyse objective de la situation mais qui sont interdits dans les médias. J'en cite quelques uns : Emmanuel Tood, Caroline Galacteros, Nicolas Mircovics, Jacques Baud, le général Rouhre, Colonel Caresse, Régis de Castelnau, Colonel Hogard, Eric Décennée, Jacques Sapir, le général allemand Kujat, le général Pinatel, Alain Juillet, Pierre De Gaulle. Ceux qui le souhaitent je leur donne les références de leurs ouvrages.

La **guerre en Ukraine a débuté non le 24 février 2022, mais huit ans plus tôt** lorsqu'à la suite d'un coup d'Etat (baptisé « révolution Maïdan) en février 2014 contre le président Ianoukovitch – qui refusait de signer un accord d'association avec l'UE. Le pouvoir installé à Kiev, s'appuyant sur les milices néonazies Pravyi Sektor et le bataillon Azov, a attaqué les républiques populaires de Donetsk et Lougansk qui avaient proclamé leur autonomie car refusant les mesures et les attaques russophobes croissantes contre les populations locales. De 2014 à 2022, 15.000 personnes ont été tuées par Kiev, dans l'indifférence la plus totale de nos tartuffes, de l'UE. **Le putsch de Maidan a été financé par les USA et appuyé fortement par l'Union européenne.**

Et les accords de Minsk qui n'ont pas été respectés stipulaient : neutralité de l'Ukraine et autonomie du Dombas. A ce sujet, le tordu Hollande, la charmante Mutti Angela, Macron ont une profonde responsabilité du non-respect de ces accords parce qu'ils étaient les garants de la signature de ceux-ci. Angela Merkel a fait les aveux en décembre 2022 au magazine « Die Zeit » : *« nous n'avons volontairement pas respecté les accords de Minsk, afin que l'Ukraine puisse se réarmer et faire la guerre à la Russie »*. Ce que le tordu Hollande a confirmé. C'est un acte criminel, ils doivent être traînés devant LEUR fameuse cours pénal internationale. **Car si ces accords avaient été respectés, il n'y aurait pas eu cette tragédie.**

Il faut aussi savoir qu'un plan de paix, le même cadre que les accords de Minsk, était préparé, en mars 2022 à Istanbul, un mois après le conflit. Zelenski et Poutine étaient d'accord sur ce plan. Nos médias n'ont pas dit un mot à ce sujet. Ce plan de paix était

sabordé par les USA et l'UE. Cela a été confirmé par Naftali Bennet, ex premier ministre israélien qui était le médiateur. Boris Johnson a couru à Kiev, avec le soutien de la von der Leyen, qui devrait être en taule, en sommant Zelenski à retirer son offre de paix en échange d'une aide militaire illimitée de l'UE. Une honte ! Les médias ukrainiens ont dit que les occidentaux ont fait capoter la paix.

Il faut savoir que, et c'est prouvé, les USA ont fait exploser les gazoducs russo-allemand Nord Stream 1 et 2. Ceci est un acte de guerre avec des conséquences économiques très graves. Depuis l'économie allemande s'écroule qui avait un gaz russe pas cher. Beaucoup de sociétés allemandes délocalisent aux Etats-Unis comme Volkswagen, des sociétés chimiques BASF, l'énergie étant trop cher en Allemagne. Oui le dynamitage de Nord Stream par les USA a des conséquences économiques très graves en Allemagne et en France. Et ceci sans aucune protestation de Scholz, Macron et consorts, tellement ils sont vassalisés aux USA. Et maintenant on achète le gaz de schiste américain 5 x plus cher. Les USA ont réussi leur coup en détachant l'Europe de la Russie. Et c'est nous qui payons les sanctions économiques infligées à la Russie qui a une forte croissance. Il suffit de lire les ouvrages d'éminents économistes comme Jacques Sapir. L'économie russe ne s'est pas effondrée, comme le signalait le grand bêta Bruno Lemaire, mais la nôtre va très mal.

Et Macron, Scholz et consorts, les vassaux des Américains qui ont menti au monde entier avec leurs armes de destructions massives en Irak, qui a enlevé à la France les contrats des sous-marins à l'Australie, oui, ces incompetents n'arrêtent pas de lécher les bottes de l'oncle Sam. Vraiment il faut le faire. Nous sommes dirigés par des imbéciles, des ânes bâtés. De Gaulle revient !

Chaque année, l'historien américain William Blum publie son « résumé actualisé du bilan de la politique étrangère américaine » qui montre que, depuis 1945, les États-Unis ont tenté de renverser plus de 50 gouvernements, dont beaucoup ont été démocratiquement élus ; ce sont gravement immiscés dans les élections dans 30 pays ; ont bombardé les populations civiles de 30 pays ; ont utilisé des armes chimiques et biologiques ; et ont tenté d'assassiner des dirigeants étrangers.

Oui les USA sont les terroristes n° 1 sur la planète. Comme l'a dit Noam Chomski grand humaniste américain, je le cite : « *si les lois de Nuremberg (tribunal qui jugea les nazis en 1945) étaient appliquées, chaque président des États-Unis de l'après-guerre aurait été pendu.* »

Si l'UE se targue tellement de ses « valeurs », elle aurait dû tout faire pour que le plan de paix négocié entre Zelenski et Poutine soit acté ; que les accords de Minsk soient respectés. Et que dire du Parlement européen qui régulièrement à la quasi-unanimité,

droite, gauche, approuve les livraisons d'armes massives à Kiev afin que le massacre continue.

Et que dire de nos partis maastrichtiens de « gauche » et de droite à l'Assemblée nationale et au Sénat, ces fervents admirateurs de l'OTAN, qui ont voté aussi les livraisons d'armes aux nazis de Kiev où est glorifié le génocidaire Stepan Bandera, le SS Ukrainien. En effet, Arno Klarsfeld, le fils du célèbre chasseur de nazi Serge Klarsfeld a dit, je le cite : *l'Ukraine n'a pas sa place en Europe. Elle doit cesser de glorifier chaque année ceux qui ont collaboré avec les nazis et tué des dizaines de milliers de juifs. Il y a Babi Yar (monument à la mémoire des juifs) et la rue qui y mène s'appelle Stepan Bandera, collaborateur du IIIe Reich, qui est glorifié dans les écoles, un génocidaire qui a tué des milliers de juifs.*

Même dans le programme du NFP, il est inscrit qu'il faut livrer des armes à Kiev. Je n'en reviens pas !! Jaures, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht n'arrêtent pas de tourner dans leur tombe.

Le général De Gaulle lui aussi n'arrête pas de tourner dans sa tombe en voyant notre politique étrangère dirigée par cet incompetent de l'Elysée, le paillason des USA et de l'OTAN. Avec le général la France était respectée dans le monde et avait son mot à dire. La France était souveraine, indépendante. Maintenant c'est la von der Leyen qui donne le tempo.

Jacques Baud, ancien colonel des services secrets suisse, dont je vous recommande ses livres sur l'Ukraine et la Palestine, dit que nos médias ne cessent de mentir, ils ne jugent pas la situation d'après les faits, ils jugent d'après le fait qu'ils n'aiment pas Poutine. Un journaliste d'un grand quotidien lui a dit que la rédaction nous interdit de dire la vérité parce que ça signifie qu'on soutient Poutine. Vous vous rendez compte jusqu'où va l'hystérie anti-Poutine. Comment nos médias sous la coupe de 8 milliardaires manipulent et abrutissent le peuple. Et nos partis maastrichtiens français, allemands, la CES, oui les syndicats répètent les mêmes mensonges !! Mais je leur dis réveillez-vous ! Arrêtez de prendre vos informations chez LCI, CNews, BFMTV, TF1, France 2... la Bild Zeitung. Informez-vous, ayez une analyse objective qui tient compte des faits, rien que les faits. Est-ce que vous êtes aussi aveuglé par votre russophobie. Comment pouvez soutenir l'OTAN, les déclencheurs de guerres que sont les Américains et la politique guerrière de l'UE ? **Oui, Où sont les initiatives de nos syndicats, du DGB pour une grande mobilisation nationale pour la Paix en France et en Allemagne.**

Ces tragédies doivent s'arrêter, les armes doivent se taire immédiatement et laisser la place à une solution diplomatique plaçant au cœur l'aspiration des populations à vivre en paix !

Chers Amis, je pense que ce devoir de réinformation et de vérité sur ces tragédies est nécessaire.

Je termine, j'ai essayé de rendre compte de notre activité durant ces 47 années de lutte. Comme vous avez pu le constater, nous avons toujours œuvré dans le respect des orientations prises en 1977.

Oui, notre lutte contre toutes les discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Nous pouvons être fiers de notre bilan. Un travail considérable a été réalisé. Grâce au rassemblement des travailleurs frontaliers, 13.000 aujourd'hui au sein du CDTFM, de grandes revendications ont été satisfaites durant ces 47 années. De nombreuses revendications restent encore en suspens. Mais pour continuer ce combat pour la justice, notre organisation doit se donner les moyens d'être encore plus efficace. Oui, elle doit absolument se renforcer. Je lance un appel aux jeunes militants syndicaux afin qu'ils s'investissent au sein du CDTFM et y prennent des responsabilités pour continuer ce combat engagé en décembre 1977 contre toutes les discriminations frappant le monde frontalier et contre toutes remises en cause de nos conquêtes ouvrières mises à mal dans cette UE du capital.

Oui résister comme indiqué sur le panneau du pupitre c'est dire et défendre inlassablement le vrai et le juste et tant que nous sommes debout, nous ne cesserons de clamer le vrai et le juste.

Nous les travailleurs frontaliers sommes les pionniers de l'Europe mais pas de cette Union européenne du capital, de la spéculation, des paradis fiscaux, de la guerre, oui de la guerre, pas de cette UE qui veut nous faire travailler jusqu'au tombeau. Nous ne voulons pas de cette UE qui par la voix de Mario Draghi dit : « *le modèle social européen est mort* ». Il faut rompre avec cette Union européenne de malheur.

Oui, unité des classes ouvrières européennes pour construire la vraie Europe, celle des travailleurs, celle de la justice sociale, de la paix, débarrassés de l'exploitation capitaliste.

Merci pour votre attention.

Vive la lutte de classe, vive le comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle